



La question du jour. Faut-il rendre obligatoire la vaccination contre le papillomavirus ?

Le Courrier de l'Ouest AFPPublié le 04/03/2024 à 15h15

Seuls 10 % des élèves de 5e ont reçu une première dose de vaccin contre le papillomavirus, selon des premiers chiffres provisoires du ministère de la Santé, qui attend le bilan définitif de sa première campagne dans les collèges pour décider d'éventuelles adaptations l'an prochain.

Selon des remontées parcellaires des agences régionales de santé, au moins 92 262 élèves ont été vaccinés dans les collèges au 23 décembre 2023, a indiqué la Direction générale de la Santé.

« À ce stade de la campagne de vaccination HPV au collège, les chiffres montrent un taux de vaccination des élèves de 5e autour de 10 %, précise-t-elle.

On est loin de l'objectif fixé par le ministère de la Santé début septembre, qui était d'au moins 30 % des élèves vaccinés au collège pour cette première édition.

Promise début 2023 par le président Emmanuel Macron, cette campagne de vaccination contre les papillomavirus humain (HPV), à l'origine de nombreux cancers (col de l'utérus, vulve, vagin, ORL, anus...) a été lancée début octobre dans tous les collèges publics, et les établissements privés volontaires.

Grâce à la campagne d'information et de communication déployée depuis septembre par l'Institut national du Cancer (INCA), il est possible que l'opération se traduise par une augmentation des vaccinations par les médecins en cabinet, a jugé la Direction générale de la Santé.

« Décevant »

Interrogé en novembre, Aurélien Rousseau, alors ministre de la Santé, avait reconnu que l'objectif initial du gouvernement ne serait sans doute pas atteint, tout en espérant que 150 000 élèves de 5e pourraient être vaccinés cette année.

C'est un début, il faudra de la ténacité , avait-il estimé, évoquant une nécessité d'adapter les outils .

Début janvier, des responsables de la Société française de colposcopie et de pathologie cervico-vaginale (SFCPCV) ont jugé que cette vaccination était loin des attentes, avec un premier aperçu décevant .

Pour la SFCPCV, la campagne a pâti, entre autres, d'une organisation administrative un peu lourde et compliquée .

Les collègues recevaient des grosses enveloppes à distribuer aux parents avec un courrier d'information, [...] et la feuille d'autorisation à signer par les deux parents. Et le jour de la vaccination, il faut aussi le carnet de santé , a rappelé Geoffroy Canlorbe, secrétaire général de la Société savante et praticien à l'AP-HP.

La ville de Paris, où le taux de vaccination a atteint 14 %, compte profiter de la seconde dose, qui sera injectée en mars, pour déployer une nouvelle campagne de communication : on va préparer des formulaires en plusieurs langues, des formats WhatsApp à transmettre dans des groupes de parents , dit l'adjointe (Écologistes) à la Santé Anne-Claire Boux.

On a vu que plus les familles étaient défavorisées, plus le taux d'adhésion était faible. Il faut concentrer nos efforts sur les établissements des quartiers populaires , ajoute-t-elle.

Le privé en retrait

Le privé n'a pas joué le jeu , soupire aussi Serge Vallet, membre de la commission exécutive nationale de la CGT enseignement privé, regrettant qu'il n'y ait pas eu de communication à la hauteur de l'enjeu .

La campagne a pu être affectée par le décès d'un collégien près de Nantes, victime d'une chute après un malaise post-vaccinal. Le secrétariat général de l'enseignement catholique avait recommandé fin octobre de la suspendre dans les collèges catholiques sous contrat par motif de précaution .

L'enquête administrative ouverte n'a pas relevé de dysfonctionnement sur l'organisation de la campagne de vaccination , selon l'Agence régionale de santé.

Une estimation plus précise du nombre total d'élèves vaccinés pour la première dose sera réalisée au premier trimestre 2024, et le bilan complet de cette première année de campagne - c'est-à-dire le nombre d'élèves vaccinés ayant reçu deux doses du vaccin - ne sera connu qu'à la fin de l'année scolaire.

Sur la base des enseignements tirés de ce bilan, les autorités procéderont aux adaptations éventuelles l'année prochaine, a assuré le ministère de la Santé.

Que cette vaccination ait lieu au collège ou en ville, l'objectif de couverture vaccinale est de 80 % à l'horizon 2030, a-t-on réaffirmé.

